

CIBLE

Traque

Dans notre dernier numéro nous avons vivement critiqué, à la suite de magistrats et de juristes, les projets d'enquêtes télévisées sur des personnes disparues, en soulignant les risques de parodies de justice, de substitution aux tâches de la police et d'atteinte à la vie privée.

Vice-PDG et directeur des programmes de TF1, Etienne Mougéotte a eu l'intelligence et le courage de renoncer à l'émission de «télé-vérité» qui était en cours de préparation sur sa chaîne en raison des dérapages possibles.

Il faut espérer que la même décision sera prise sur la chaîne privée concurrente, et que ce double refus marquera le début d'une prise de conscience. Après la manipulation de Timisoara, après la profanation de Carpentras, la qualité de l'information télévisée, son goût de la mise en scène et sa recherche du sensationnel ne pouvaient manquer d'être critiqués. Il est bon qu'une première limite soit posée par un professionnel de la télévision.

Après Carpentras

La menace raciste



Bilan

Deux ans de rocardisme

(p. 3)

Maghreb

Entretien avec Paul Balta

(p. 6-7)

M 2242 - 538 - 13,00 F



Stratégie

Fonctions de l'antisémitisme

Nous l'avons dit : contre le racisme et particulièrement l'antisémitisme, l'indignation ne suffit pas, ni la dénonciation de la bêtise ou de la folie de ceux qui s'en rendent coupables. Si le thème antisémite utilise le mécanisme classique et meurtrier du bouc émissaire, il ne peut être réduit au déchainement aveugle d'une violence, ou au fameux « retour du refoulé ». Dès lors qu'elles ont été libérées par les discours de dénonciation, les pulsions sont inscrites dans un projet politique, et servent à la conquête du pouvoir.

Depuis que l'antisémitisme a reparu, dans les déclarations de M. Le Pen et dans les colonnes du journal « Présent », beaucoup ont cru qu'il s'agissait d'écarts de langage révélateurs, de débordements incontrôlés. Aussi a-t-on passé beaucoup de temps à établir la réalité de l'accusation, à faire avouer les coupables, et à multiplier les condamnations devant le tribunal de l'opinion publique afin de provoquer des réactions spontanées de rejet. Or il apparaît aujourd'hui que le chef du Front national a agi en toute lucidité, et qu'il s'est servi de l'antisémitisme - du moins jusqu'à la profanation du ci-

Derrière le fantasme du « complot juif », apparaît la volonté de ruiner la légitimité du pouvoir et de ses représentants.

metière juif de Carpentras - dans sa stratégie de prise du pouvoir.

Telle est l'analyse que publie Pierre-André Taguieff dans un article comme toujours très solidement étayé de la revue Lignes (1). Après avoir établi le « révisionnisme élargi » et « l'antisémitisme prudentiel » de M. Le Pen et de ses acolytes, l'auteur montre que l'objectif du Front national est de s'inscrire dans le classique affrontement bipolaire en chassant les modérés qui forment le pôle de droite pour affronter directement la gauche. L'objectif peut paraître irréaliste, mais il faut remarquer que le Front national est déjà capable de faire perdre la droite aux élections, et qu'il oriente une partie du débat politique dans le pays. Il n'est donc pas invraisemblable de penser qu'il pourrait à court terme déstabiliser la droite et représenter la seule alternance possible au « pouvoir socialiste ».

Dans cette optique, l'antisémitisme joue un rôle décisif. Comme le montre Taguieff, les



■ Le Pen disciple d'Ed. Drumont

dénonciations antijuives permettent au Front national de se différencier radicalement de la droite modérée et d'interdire, localement, tout rapprochement avec celle-ci. Il ne s'agit pas de passer des compromis locaux, mais d'entreprendre une destruction qui passe par la délégitimation du plus proche adversaire. C'est ce que font les lepénistes lorsqu'ils affirment que les dirigeants de la droite sont « aux ordres du B'nai Brith » : simples marionnettes d'une prétendue maçonnerie juive, ils n'auraient plus de volonté propre et leur confier à nouveau le pouvoir serait en fait le remettre à « l'internationale juive »...

Ce n'est là que la première étape de ce que Taguieff désigne comme « un formidable processus d'illégitimation des élites politiques ». Tandis que la droite est réputée soumise aux diktats de la « judéo-maçonnerie », les origines juives de certaines personnalités de gauche (Robert Badinter) et de la majorité présidentielle (Lionel Stoleru) sont régulièrement soulignées, comme preuve de la « puissance juive » et de sa capacité à accaparer un pouvoir qui devra revenir aux « vrais Français ».

Cette tentative d'illégitimation par le moyen de l'antisémitisme est risquée, et l'énorme émotion provoquée par la profanation de Carpentras peut être un coup d'arrêt à une propagande dont les conséquences sont apparues dans toute leur horreur. Mais rien n'est encore établi, quant au discrédit durable qui entraînerait enfin le déclin du Front national. Si la thématique antisémite reparait dans les prochains mois, notre pays sera en état de danger extrême.

Sylvie FERNOY

(1) Lignes, n°9. Librairie Séguier. Prix franco 90 F.

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: Fonctions de l'antisémitisme - p. 3: Deux ans de rocardisme - Réactions - p.4: Les hommes de petite vertu - Maladresses législatives - p. 5: L'adieu aux armes? - 6-7: Entretien: Le Maghreb à la veille de l'an 2000 - p.8: Un passé tellement actuel - La vraie vie est ailleurs - p.9: Alexandre Kojève et le grand inquisiteur - P. 10: Mocky la morale - Le prix d'un destin - p.11: Action royaliste - p. 12: Editorial: Après Carpentras

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Désillusion

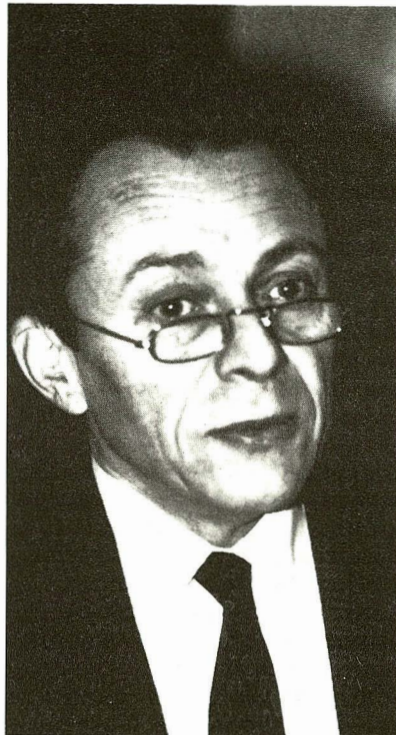
Deux ans de rocardisme

Michel Rocard demande du temps, toujours plus de temps.
Il l'a. Mais pour quoi faire ?

Longtemps, le rocardisme a séduit, comme une promesse empreinte de quelque mystère, faite par un homme qui semblait rassembler sur sa personne tous les avantages et toutes les séductions de l'excellence politique. Le sérieux de la compétence énarchique ajouté au brio du militant volubile, l'intelligence des grandes questions et le souci de la quotidienneté, la conviction du représentant d'une gauche moderne, et la volonté d'ouverture... Michel Rocard avait tout pour plaire. Dès lors qu'il serait aux affaires, disait-on, l'homme n'aurait pas de peine à faire la démonstration de ses capacités et de ses talents.

Puis Michel Rocard est arrivé à Matignon, sur la forte vague qui avait confirmé François Mitterrand dans ses fonctions. Quelques mois durant, le nouveau Premier ministre a semblé répondre aux espoirs que beaucoup, pas seulement à gauche, mettaient en lui. Une nette ouverture politique, un accord inespéré sur la Nouvelle Calédonie, le vote du Revenu Minimum d'Insertion. Voilà qui augurait bien, quant aux « chantiers » futurs.

D'autres questions demeuraient pressantes cependant - tout particulièrement celle de l'immigration. Dans le moment favorable qui suit une incontestable victoire électorale, on pouvait légitimement s'attendre à la présentation d'un projet global, et, en matière d'intégration, à une politique cohérente et décisive. Las ! A Matignon, on préféra jouer l'humilité, et surtout attendre le résultat des élections municipales et européennes. Ne pas provoquer M. Le Pen, en es-



pérant qu'il se tairait. Quêter l'approbation de M. Méhaignerie. Se faire bien voir du patronat, en espérant recevoir ses compliments. Et, pour le reste, attendre et laisser pourrir les conflits qui soulevaient tel ou tel secteur de la fameuse « société civile ». Grève des infirmières, paralysie de la Corse, interminable conflit des impôts... Politique économique d'un conformisme pointilleux, et politique sociale rigoureusement conservatrice. Même de purs rocardiens avouent aujourd'hui qu'ils sont incapables de repérer dans la gestion actuelle une idée directrice, une grande ambition pour le pays. Pourtant, selon la Constitution, le gouvernement est censé déterminer et conduire la politique de la nation.

Somme toute, ces deux années sont celles des occasions perdues. Perdues pour la « so-

ciété civile » qui souffre de ses inégalités croissantes et d'une grande pauvreté qui ne s'est pas résorbée. Perdues pour la cohésion de la nation, gravement menacée par la montée du racisme et de l'antisémitisme. Perdues pour l'Etat qui, malgré les promesses et quelques velléités, ne parvient pas à se réformer. Il est vrai que Michel Rocard reste populaire, sans doute plus à droite que dans une gauche désorientée. Il ne gêne ni le patronat, ni les idéologues du libéralisme économique, ni les milieux boursiers : ceux-là ne trouveront pas mieux en matière de gestion conservatrice. Quant au « socialisme » du Premier ministre, rien dans sa conduite ne permet aujourd'hui d'en vérifier la réalité et la portée.

Cela signifie-t-il que la route de l'Elysée est maintenant toute tracée ? Il serait présomptueux de l'affirmer. Pendant la précédente décennie, un brevet de gestionnaire pouvait représenter un important atout. L'évolution de la situation politique et les inégalités dans la société vont obliger le Premier ministre à faire de la politique, donc des choix, au risque de mécontenter les castes privilégiées et certains groupes de pression : politique sociale, notamment sur le plan de l'intégration des immigrés et de l'ensemble des exclus ; politique plus active de l'Etat dans le domaine économique ; politique d'endiguement et de résorption du courant national-populiste, à la fois symbolique et pratique, qui interdit toute concession, même verbale, à ses manœuvres d'intimidation.

Pour le Premier ministre, il ne suffit plus d'être là, et d'y rester. Il lui faut faire ses preuves d'homme d'Etat, et non pas de simple administrateur de notre société.

Yves LANDEVENNEC

Carpentras

Réactions

La presse quotidienne n'a guère fait écho aux prises de position de la Nouvelle Action Royaliste et à sa participation aux manifestations contre le racisme après la profanation du cimetière juif de Carpentras. Fidèle au combat qu'elle mène depuis sa fondation, et engagée dans des collectifs anti-racistes au côté de nombreuses organisations (Ligue des Droits de l'Homme, SOS Racisme), la NAR s'est immédiatement mobilisée :

- A Paris, le Comité directeur de notre mouvement et sa Fédération de l'Ile-de-France ont participé à la manifestation du 14 mai, organisée par les responsables de la communauté juive.

- Dans de nombreuses villes de province, les militants et les sympathisants de la NAR ont participé aux mouvements de solidarité et aux cérémonies qui ont eu lieu dans les synagogues.

- Prévue de longue date, la fête anti-raciste de Rouen, le dimanche 13 mai, a pris en raison des événements une importance toute particulière. Organisée avec le concours de notre délégué départemental, elle a réuni plus de trois mille personnes. Parmi les nombreux stands d'associations et d'organisations politiques et syndicales, celui de la NAR a été très remarqué et fréquenté tout au long de la journée par un public nombreux.

Notre mobilisation n'aura pas de cesse...

Y.L.

Avez-vous pensé à
notre souscription ?
(voir p. 11)

Comédie

Les hommes de petite vertu

Auto-proclamés gardiens de la moralité, les communistes n'ont réalisé qu'une minable opération médiatique.



hautement proclamée s'est révélée sans valeur aucune puisqu'elle n'a pas eu de conséquence, et les communistes se sont trouvés simples prêcheurs d'une morale sans obligation ni sanction. D'autre part, il est apparu que le P.C. n'était qu'un tigre de papier puisque ses voix n'auraient pas suffi à faire tomber le gouvernement Rocard.

En agissant ainsi, le Parti communiste fait la démonstration qu'il n'est plus capable de se sauver par lui-même. Pourtant, un parti radicalement transformé, mais fidèle à son enracinement populaire et à son principe originel de justice pourrait jouer un rôle d'aiguillon, à l'égard d'une majorité socialiste enfoncée dans une gestion conservatrice. Il pourrait même, dès lors qu'il se serait intellectuellement renoué, s'associer à des socialistes qui penchent aujourd'hui vers le centre pour la mise en œuvre d'une politique de lutte contre les inégalités. Du moins, la présence sur le terrain d'un appareil militant renoué et sérieusement dirigé pourrait faire obstacle au Front national qui, dans de nombreuses régions, ne rencontre plus aucune résistance.

Ces possibilités ne seront sans doute pas saisies. Le P.C. a perdu toute capacité d'analyse, toute cohérence stratégique, et les communistes qui contestent leur direction aux abois n'ont même plus la force d'entreprendre la rénovation nécessaire ou de faire la scission salvatrice. Bientôt il n'y aura plus rien.

Maria DA SILVA

Malaise

Maladresses législatives

Le principe d'une aggravation de la législation anti-raciste ne saurait être contesté. Encore faudrait-il qu'elle soit sérieusement préparée.

Il est grave que la mise en œuvre d'un principe juste s'opère dans la confusion et provoque le malaise chez ceux-là même qui s'en réclament. C'est là le signe d'une crise de l'autorité politique, qui a pour tâche de traduire en actes les valeurs communes, et de faire en sorte que force reste à la loi délibérée et adoptée. Or, en matière d'anti-racisme, il y a désaccord sur la traduction législative du principe, doute sur les applications pratiques et, de surcroît, sacrifice de la rigueur intellectuelle et morale aux considérations tactiques et aux pressions de certains groupes.

- Sur la question décisive du racisme, il était indispensable que le Parlement ait à examiner un texte soigneusement préparé, après consultation de l'ensemble des milieux concernés, et très précisément rédigé. Or la proposition de loi présentée par le groupe communiste était à ce point bâclée qu'elle a provoqué l'inquiétude des professionnels de la presse, ainsi que les réticences et les objections d'organisations antiracistes - notamment celles de la Ligue des Droits de l'Homme quant à la répression par les tribunaux des thèses révisionnistes.

- Grâce à quelques amendements judicieux, il était cependant possible d'obtenir l'accord de l'ensemble des groupes, et de donner à la nouvelle loi la force solennelle d'un vote à la quasi unanimité. Sous prétexte que la proposition était d'origine communiste, l'opposition a refusé de lui apporter sa caution. Elle n'avait pourtant rien laissé présager de tel, lorsque le texte avait été inscrit à l'ordre du



jour. Mais il faut se souvenir que M. Le Pen avait parlé quelques jours avant le débat, sur un ton particulièrement menaçant. En dénonçant à grands cris le défunt totalitarisme marxiste, la droite s'est inclinée devant le totalitarisme fasciste qui menace actuellement notre pays.

- Reste la question de l'application de la loi. Il faut espérer que les tribunaux l'interpréteront dans un sens moins laxiste que celle de 1972, et craindre que le Front national ne s'en accommode trop aisément : comme il a martelé pendant des années les thèmes racistes et xénophobes, il peut maintenant se contenter de parler par allusion. Le mal est fait, et il peut continuer à se répandre silencieusement.

Annette DELRANCK

Feu l'Otan

L'adieu aux armes ?

Une course de vitesse est engagée entre CEE, CSCE et OTAN, qui prétendent, toutes à devenir le cadre privilégié de la sécurité européenne au moment même où le concept leur file entre les doigts. La lutte n'est si acerbée que parce que chacun pressent qu'il n'y a plus grand chose à partager. Les héritiers se déchirent pour une peau de chagrin.

A peine a-t-on fixé une conférence de la CSCE à la fin 90 que l'on met en branle une conférence sur l'union politique européenne avec son volet sécurité pour la même période. Du coup, il fallait un sommet de l'OTAN toujours à la même date. Anglais et Américains en voulaient un dès juin pour ne pas laisser les conversations 2 + 4 sur l'Allemagne se dérouler en dehors de l'Alliance. Réplique européenne : le sommet CSCE doit commencer à être préparé dès juillet, de même que la conférence sur l'union européenne. Croit-on sérieusement pouvoir tout mener de front ? Ou bien cette surenchère n'ouvre-t-elle que sur le vide ?

Car qui peut croire en une ONU européenne - il vaudrait mieux dire une SDN - et un Conseil de Sécurité qui émanerait des 2 + 4 devenus cinq avec l'unité des deux Allemagnes ? Qui peut imaginer une « NATO Uber Alles » (« Time » du 26 mars) dans laquelle les Allemands qu'on promettrait à leurs voisins d'encadrer accepteraient un instant de s'intégrer sur de telles bases ? Qui enfin peut vouloir d'une néo-CED dont Kohl a gardé la nostalgie, c'est-à-dire dans les circonstances présentes d'une militarisation de la CEE, d'une confusion entre marchands et guerriers (pour ne pas parler des clercs), d'une résurrection de la théorie des deux glaives, où l'on reverrait, comme dans tel film sur le Vietnam, la charge des hélicoptères de la division

aéromobile intégrée au son de l'Hymne à la joie, qui comme chacun sait est l'hymne officiel de l'Europe des douze ?

Foin de tous ces bobards, faudrait-il se retrancher dans le sanctuaire et revivre le splendide isolement qui ne serait plus qu'un acquiescement tacite à la généralisation à toutes les nations de la neutralité qui, loin d'être sans objet comme on le penserait avec la fin des deux blocs, deviendrait la panacée ?

Aucune de ces perspectives ne saurait nous agréer. Quoi qu'on fasse, elles procèdent toutes de deux aspirations profondes en Europe et qui se rejoignent : celle des pays les plus intégrationnistes à dépenser le moins possible pour la défense et celle de la Commission européenne à voir l'administration des choses se substituer au gouvernement des hommes, tant il est vrai qu'elle sait pertinemment que l'union politique réalisée sur la base des préoccupations stratégiques de sécurité conférerait au Conseil européen une prédominance définitive sur la machine bruxelloise.

Faire de la CSCE une super ONG pour les droits de l'Homme et des minorités, démanteler l'OTAN purement et simplement, multiplier les accords bilatéraux d'interopérabilité (brigades communes, forces d'action rapide, plans concertés, naval franco-italien en méditerranée, nucléaire franco-britannique, aéroporté franco-allemand, etc.) ne constituent pas plus une politique. La combinaison des trois opé-

rations aboutirait à nombriliser l'Europe en exacerbant les occasions de différends intestins et en multipliant les obligations d'intervention solidaire.

Une autre combinaison est possible à condition d'inverser rigoureusement la logique : la CEE doit être clairement l'échelon où se prennent les orientations politiques globales. L'Alliance n'est pas le lieu où ces choix sont définis mais où sont recherchés les moyens stratégiques et tactiques de leur mise en œuvre dans la mesure où l'action de l'Europe ne se limite pas au continent et où ce qui se passe sur le continent dépend aussi de l'évolution dans le reste du monde et de la relation américano-soviétique. L'Europe doit contrôler le basculement de la stratégie soviétique entre Europe et Asie par exemple. La CSCE dans ces conditions intervient en bout de chaîne, comme une structure de conclusion et de contrôle des accords et non au départ par la légitimation des lignes de plus forte pente résumées dans l'idée de « maison commune ».

L'union politique doit donc se substituer à l'Alliance de 1949. L'assistance mutuelle sera exprimée entre les membres de la Communauté. Avec les Etats-Unis et le Canada, il y aura une entente militaire et des plans d'emploi notamment nucléaire. Enfin les vérifications, les échanges d'information, pourraient être le fait d'une agence de la CSCE laquelle offrirait encore un cadre permanent de négociation intra et extra-européen (Amérique du Nord et URSS).

La différence avec les structures actuelles se verra surtout dans les développements à venir. On peut en effet craindre qu'une fois encore on soit en retard d'une guerre. On veut donner son épilogue à la dernière guerre alors qu'il

conviendrait de prévenir la prochaine. L'exercice dit 2 + 4 pêche par là. Tout en abandonnant les concepts de défense de l'avant et de riposte flexible, les stratégies de l'OTAN n'ont pas renoncé au tropisme allemand. Or l'effet le plus sûr de l'unité allemande est qu'à l'avenir les conflits ne se dérouleront plus sur le corps divisé de l'Allemagne, mais, du fait du recul, plus en avant, sur celui de la Pologne (et comme les anglo-américains le souhaitent dans la perspective du retrait des forces d'Allemagne et l'allongement des portées des armes aéroportées, sur celui de la France). La réduction du problème polonais à celui de la frontière Oder-Neisse revient à se mettre un bandeau sur les yeux et marcher dans le jeu allemand. Les frontières sont l'appendice d'une question capitale pour l'équilibre de l'Europe toute entière qui est celle de l'existence d'une Pologne forte, seule de son espèce à l'Est entre Allemagne et Russie. Varsovie ne doit pas être isolé ou marginalisé dans cette affaire. L'union politique projetée à douze à échéance 92 doit être conçue dès maintenant dans la perspective de l'après-92, c'est-à-dire de l'Europe à seize ou dix-huit, valant alliance avec la Norvège, la Pologne, la Tchécoslovaquie, mais sans doute pas avec tous (Yougoslavie, Suède, voire Irlande restant en dehors).

Dans un autre développement, cette voie permettrait de clarifier les rapports historiquement aléatoires entre le champ de l'OTAN et le reste du monde. Spécialement dans le cas de l'Asie, l'Europe déciderait seule de son intérêt pour le cas, par exemple, où le Japon serait amené à préciser ses relations avec l'OTAN, les Etats-Unis d'une part, l'Europe de l'autre, ce qui nous sortirait avantageusement des précédents de Corée et du Vietnam, les deux guerres qui eurent le plus de conséquences sur l'organisation intégrée en Europe tout en étant des conflits extra-européens. Pourquoi n'en irait-il pas de même dans l'avenir ? La politique se décide en Europe, l'OTAN est une structure militaire, et la CSCE n'est ni l'un ni l'autre, et ainsi, comme on dit, les vaches seront bien gardées.

Yves LA MARCK

Le Maghreb à la veille de l'an 2

● **Royaliste** : L'Union du Maghreb arabe a célébré son premier anniversaire en février dernier. Pourquoi une union si tardive ?

Paul Balta : Au cours de la croisière « Maghreb 2 000 » que j'évoque dans mon livre, je me suis aperçu que les habitants du Maghreb se connaissent très peu d'un pays à l'autre : les Maghrébins ont une même langue mais ils n'ont pas le même langage - alors que l'Europe qu'ils critiquent tant parle huit ou neuf langues mais est en train de se forger un langage commun.

Avant de dresser un premier bilan, je voudrais faire un rappel historique. Cette idée du Grand Maghreb, qui est chère aux populations, n'a cessé d'osciller entre le mythe et la réalité. Il est vrai que les Maghrébins se plaisent à souligner ce facteur unitaire : il y a une unité géographique, ethnique (le fond berbère auquel sont venus se mêler les Arabes au VI^{ème} et au XI^{ème} siècle ; la religion est commune, ce sont des musulmans de rite malékite ; il y a une unité de langue (l'arabe avec d'importantes zones berbérophones en Algérie et au Maroc) et une histoire et une culture communes malgré les spécificités locales. Malgré tous ces facteurs, l'unité du Maghreb n'a été réalisée que deux fois dans l'histoire et sous des royaumes berbères : une première fois sous Massinissa (238-148 Av. J.-C.) et sous les Almohades (1147-1269).

Il faut donc attendre le début du XX^{ème} siècle pour que renaisse le rêve du Grand Maghreb qui se manifeste dans les années 1910-1930 par les mouvements Jeunes-Tunisiens, Jeunes-Marocains, Jeunes-Algériens qui annoncent les mouvements nationaux de libération. En 1948, s'installe au Caire le Comité de Libération

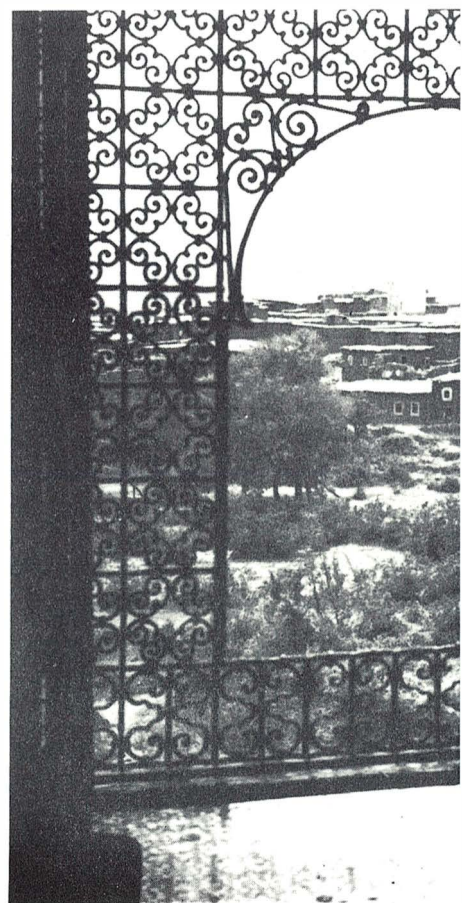
du Maghreb qui sera dirigé par Abd-El-Krim et par Brahim Tobbal. Le concept d'unité est alors conçu moins comme un projet autonome que par opposition aux puissances coloniales. Il n'en demeure pas moins que la Charte du Caire adoptée par ce comité constitue la première élaboration idéologique du Grand Maghreb. Puis, en 1958, se tient la conférence de Tanger, qui réunit les représentants des trois mouvements maghrébins de libération (Istiqlal, Néo-Destour, FLN), et qui coïncide avec la naissance de la CEE, ressentie comme un défi : il y a une première ébauche institutionnelle, qui n'aura pas de lendemains en raison de rivalités sous-jacentes et parce que l'Algérie, après son indépendance, privilégie l'Etat-nation et le développement auto-centré. Mais comme les dirigeants nationaux ne peuvent ignorer le sentiment d'unité, ils créent, en 1964, le Comité permanent consultatif maghrébin qui se fixe trois objectifs : développer les échanges horizontaux par l'harmonisation des politiques douanières ; harmoniser les politiques des pays membres dans les domaines des mines, de l'industrie, de l'énergie et des télécommunications ; coordonner les positions des différents pays face à la CEE. Aucun des objectifs ne sera atteint : les économies maghrébines sont concurrentes (elles sont essentiellement agricoles et pastorales sauf en Algérie où le Plan de Constantine a posé les bases d'une industrie) et, aujourd'hui, les échanges inter-maghrébins oscillent entre 1 et 2% alors qu'ils sont en moyenne de 70% avec la CEE. Il faut dire aussi que l'Algérie a été moins bien lotie que ses voisins, qui ont eu de grandes dynasties, et qu'elle a voulu prendre sa revanche sur l'histoire, en s'affirmant comme

la grande puissance régionale de l'avenir. D'où l'échec du CPCM, qui meurt en 1975 : le conflit du Sahara lui a porté le dernier coup et a bloqué, jusqu'en 1988, la construction maghrébine.

● **Royaliste** : Pourquoi la relance qui a eu lieu au Sommet maghrébin de 1988 ?

P. Balta : La relance a été provoquée par l'évolution psychologique et politique des dirigeants, elle-même provoquée par une série de facteurs qui se précisent au début des années quatre-vingt : c'est le moment où la vague islamiste atteint son point culminant avec la victoire de Khomeini, qui déclenche une onde de choc dont les effets se font sentir au Maghreb ; c'est aussi le moment où la crise économique mondiale produit un effet d'elec-

S pécialiste du monde arabe et musulman, Paul Balta a été correspondant du « Monde » en Algérie de 1973 à 1978 avant de diriger la rubrique « Maghreb » dans le même journal. Auteur de nombreux ouvrages, dont « Le Grand Maghreb » récemment publié à La Découverte, il est depuis 1988 directeur du centre d'études de l'Orient contemporain à Paris III.



000

trochoc. La conjugaison des deux phénomènes sert de révélateur aux problèmes politiques, économiques, sociaux et culturels du Maghreb.

● **Royaliste : Comment analysez-vous l'islamisme ?**

P. Balta : La vague islamiste utilise la religion à des fins politiques, s'oppose aux conceptions des nationalistes modernistes et dénonce le modèle de développement de type occidental qui a prévalu dans les pays musulmans après leur indépendance. Il est vrai que ce modèle n'a pas été adapté aux conditions locales. L'industrialisation a été faite au détriment de l'agriculture et, pour des raisons historiques (déclin des sciences, absence de démocratie et d'esprit critique), les dirigeants modernistes n'ont pas

financé la recherche scientifique. Il est vrai aussi que l'Occident ne les y a pas beaucoup encouragés. En revanche, les pays musulmans ont importé massivement des technologies étrangères et ils commencent à s'apercevoir qu'elles les rendent plus dépendants parce qu'ils ne se sont pas donnés les moyens de maîtriser ces technologies ou de les fabriquer. La modernisation mal maîtrisée a contribué à bouleverser des sociétés qui étaient restées rurales et à ébranler les structures familiales. A cela s'ajoute la démographie galopante : les jeunes de moins de 25 ans représentent en moyenne 65% de la population totale dans les différents pays.

Face à cette situation, les islamistes tiennent un discours moral, égalitaire, mettent l'accent sur les principes coraniques de justice sociale et de solidarité, et rencontrent l'écho que l'on sait. N'oublions pas que l'ensemble des pays maghrébins ont un côté rebelle, et sont très jaloux de leur identité. Ils ont choisi le christianisme contre les Romains, puis le schisme donatiste contre l'église romaine. De même, les musulmans adhèrent au schisme kharéjite qui est symétrique au donatisme. Et quand les Almoravides rétablissent l'orthodoxie sunnite, ils adoptent le rite malékite qui est très rigoriste mais qui fait une place importante aux coutumes locales. Ainsi, le discours islamiste touche une fibre ancienne et tire parti de la crise actuelle - mais sans avoir de véritable projet de société.

En outre, il y a une politique islamiste qui vise au rejet de l'Europe. On ne souligne pas assez le fait que les mouvements islamistes, à commencer par les Frères musulmans, ont un lien ombilical avec l'Arabie Saoudite qui inspire leurs slogans et leur sert de refuge. D'autre part, les Etats-Unis ont favorisé les mouvements islamistes, au Pakistan et aussi en Iran jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Khomeini car ces mouvements s'opposaient au communisme. Il ne faut donc pas s'étonner que les islamistes de Tunisie et d'Algérie veuillent remplacer le français par l'anglais, et manifestent avec des pancartes en arabe et en anglais. Les islamistes dénoncent plus volon-

tiers l'Europe que les Etats-Unis parce que l'Europe serait un lieu de débauche et aussi parce que les communautés maghrébines qui vivent en France les inquiètent dans la mesure où est en train de se constituer un Islam à la française.

● **Royaliste : La crise est aussi d'ordre politique ...**

P. Balta : En effet. Les dirigeants sont contraints d'admettre l'échec de leurs systèmes économiques respectifs - qu'ils soient libéraux ou socialistes. Et ils prennent conscience qu'ils se heurtent tous à des problèmes de même nature : difficultés de la démocratisation, relations avec les religieux, tensions entre les traditions et la modernité, démographie. Plusieurs chefs d'Etat m'ont dit il y a quelques années : « la jeunesse, c'est l'inconnu ». Les jeunes n'ont pas connu les luttes de libération, on ne leur propose pas d'idéal mobilisateur, ils voient se creuser les inégalités sociales, beaucoup sont au chômage et déracinés. Les dirigeants maghrébins avaient pensé diversifier leurs échanges en direction du Golfe. Mais le Grand Marché arabe n'a jamais vu le jour et les échanges avec l'Afrique noire sont inexistantes. En fait, le défi européen est le facteur le plus important d'unité, les maghrébins voyant dans le Marché unique une sorte de forteresse, et les européens considérant le Maghreb comme une zone marginale. Mais peut-on ignorer la dimension géopolitique et les aspects culturels des relations euro-maghrébines ? Il est illusoire d'imaginer une Europe florissante, qui établirait un rideau de fer au milieu de la Méditerranée : d'une manière ou d'une autre les problèmes maghrébins nous affecteront.

Le dernier élément qui a poussé à l'union, c'est l'axe Alger-Rabat. Depuis leur indépendance, ces deux pays se sont livrés à des épreuves de force et même à un conflit à travers l'affaire du Sahara occidental - chacun voulant être l'élément fédérateur de l'ensemble maghrébin. Mais Chadli et Hassan II se sont rendus compte que cette politique risquait de les affecter eux-mêmes et qu'il valait mieux s'entendre. De fait, il n'y aura pas de Maghreb sans une en-

tente entre Alger et Rabat, qui devrait jouer un rôle aussi important que l'axe Paris-Bonn pour la CEE.

● **Royaliste : Quelles sont les perspectives de l'Union du Maghreb arabe ?**

P. Balta : Les commissions ont bien travaillé et il apparaît qu'on peut envisager des complémentarités - par exemple, dans le domaine énergétique, le projet de gazoduc Algérie-Maroc-Espagne. D'autres complémentarités peuvent être trouvées dans le domaine industriel et dans celui de la pêche. Il y a aussi de nombreux obstacles : d'abord l'harmonisation entre les régimes politiques et les économies, mais aussi les obstacles naturels (la démographie, le désert) et des problèmes culturels qui me paraissent très importants. Dans le domaine de la recherche, les efforts sont très faibles. En ce qui concerne l'édition, vous savez qu'il paraît environ 500000 titres nouveaux par an, dont 30000 pour chacun des principaux pays européens. Or le Maghreb produit moins de 2000 nouveaux titres. Bien sûr, il peut y avoir des importations, mais elles sont coûteuses. Ce qui fait que certains professeurs travaillent avec des ouvrages vieux de dix ans. La situation est aussi inquiétante sur le plan de la télévision. Sur 10 000 programmes d'eurovision il y a deux ans, l'Algérie a fourni un peu plus de 40 programmes, la Tunisie un peu moins, et le Maroc 13. Ce qui donne une idée de l'énorme décalage culturel entre le Maghreb et l'Europe.

● **Royaliste : Que faire pour surmonter ces handicaps ?**

P. Balta : La France est une puissance européenne, qui doit certes jouer son rôle sur notre continent, mais elle a traditionnellement une politique méditerranéenne et africaine. Compte tenu de la population maghrébine qui est en France et de nos liens historiques, la France ne peut abandonner le Maghreb à lui-même. Il importe qu'elle favorise son développement économique et culturel afin que la Méditerranée soit autant que possible à l'abri des bouleversements qu'une situation d'instabilité au Maghreb provoquerait nécessairement.

Propos recueillis
par B. LA RICHARDAIS

Marches

Un passé tellement actuel

Les Presses Universitaires de Lille publient un ouvrage passionnant, « Les confins de l'ancienne Pologne » qui, dans l'Europe bouleversée, aide à comprendre les problèmes qui se posent aux marches de l'URSS.

Il s'agit des actes d'un colloque qui réunit 3 jours durant, en mai 1987, des historiens, des linguistes, des spécialistes de littérature venus de Pologne et du monde entier au centre d'Etude de la Culture polonaise de l'Université de Lille III. Ledit colloque fut présidé par le poète Czeslaw Milosz, prix Nobel 1980 de littérature, dont les années scolaires et universitaires s'écoulèrent dans une ville qui, au cours de ce siècle, changea 13 fois de mains !

Nous sommes là au cœur du sujet. « *Les confins... ce nom qui n'existe qu'au pluriel et qui désigne les parties d'un territoire situées à l'extrémité, à la frontière a une vocation double : il unit et il divise* ». Il constitue la transition entre deux Etats, deux façons de vivre. Combien furent en effet mouvantes les frontières de la Pologne qui dut toujours lutter pour survivre entre les empires allemand et russe. Ici, il s'agit de l'Ukraine, de la Lituanie et de la Biélorussie, des provinces orientales de la Pologne annexées en 1939 par l'URSS en application du pacte Ribbentrop-Molotov. Quelles traces a laissées l'immense République qui s'étendait, au 16ème siècle, plus à l'est encore et qui a éclaté lors des partages de la fin du 18ème siècle. Cette question de la défaite se retrouve partout : « *la littérature polonaise est une littérature qui se nourrit de la défaite* » (Czeslaw Milosz).

Selon Norman Davis (Londres) trois caractéristiques marquent ces confins : « *leur société multinationale, l'importation*

du monde juif et le degré sans égal de la barbarie dont ils ont été le champ ». En effet, ces régions pluri-ethniques furent le berceau de la principale communauté juive du monde presque anéantie par l'holocauste. Si les nombreuses contributions sur la poésie, la littérature et les mythes communs à ces régions sont certes intéressantes, il faut convenir qu'elles intéresseront surtout les spécialistes. En revanche, on retiendra particulièrement les passionnants chapitres sur la Galicie orientale (Wladyslaw Dynak - Wroclaw), l'assimilation de la bourgeoisie juive et ses limites (J.M. Delmaire - Lille III), le « slavisme » polonais (Leszek Kuk - Torun) les territoires de l'Est dans la pensée politique polonaise de 1831 à 1870 (Slawomir Kalambka - Torun) et surtout celui qui traite des religions en Ukraine (Michel Koszul - Paris). Ce dernier éclaire particulièrement le problème de la reconnaissance par les Soviétiques de l'Eglise Uniate, en communion avec Rome.

La conclusion revient à Czeslaw Milosz : « *J'espère que ce colloque contribuera à intensifier notre perception de l'Europe comme unité dans la multiplicité. Peut-être sera-t-il aussi un pas vers la compréhension mutuelle entre les composantes nationales de l'ancienne Respublica* ».

Alain SOLARI

Daniel Beauvais, *Les confins de l'ancienne Pologne*, P.U.L., prix franco : 140 F.
• Nicole Zand, « Le Monde ».

Evasion

La vraie vie est ailleurs

Placé sous le parrainage de Rimbaud, un long et quelquefois bien austère voyage au royaume des transfuges.

« **R**ien ne justifie l'homme d'être ce qu'il est sans l'avoir choisi ». Discutable sans doute, mais Maffesoli pose là le problème du transfuge, celui qui répudie fondamentalement ce qu'il est - corps si possible et âme - pour essayer de devenir l'autre. Le Provençal qui se veut Papou, l'Anglais Népalais ou le juif musulman tel le célèbre et trouble Léopold Weiss, Mythe ou réalité ?

J.-M. Belorgey, en publiant *La vraie vie est ailleurs* tente de répondre à la question en 400 pages denses, fouillées, complètes mais dans lesquelles, hélas, le style manque souvent de cette légèreté indispensable pour que la forme soutienne agréablement le fond. Une étonnante galerie de portraits ou, parmi des centaines de noms cités on relève les grands classiques, tels Lady Stanhope, Dinot, Guénon, David-Neel et même Garaudy ce météore de la politique et de la religion... Que recherchent ces femmes et ces hommes dont l'instabilité et le goût du mouvement est le trait dominant ? La beauté, la générosité, la paix intérieure, la vérité qu'ils croient trouver auprès de peuples primitifs, orientaux ou exotiques ou dans l'enfouissement d'un quelconque ashram. En définitive la reconquête de soi-même.

Que trouvent-ils au terme d'une long parcours initiatique semé d'embûches et souvent éprouvant physiquement ? L'échec et même la mort semblent le lot commun. Certes à s'en tenir à leurs écrits il n'y paraît pas toujours. Mais quel crédit accorder à ces témoignages dont l'analyse critique révèle en définitive une vérité si souvent altérée ? Les

transfuges chevauchant un mythe demeurent fascinés par leur propre aventure, l'émerveillement de soi. Leur narcissisme les conduit à une autosatisfaction qui n'a qu'un lointain rapport avec la réalité.

Quelques réussites... bien rarement. La vérité trouvée après des années de méditation ? On reste sceptique. Sait-on par exemple que Guénon, prototype du transfuge accompli a choisi une conversion à l'Islam plutôt qu'à une religion de l'Inde à la suite d'une querelle qui n'avait rien de théologique ? Une notation particulière du Père Guerlach peut servir de conclusion générale : « *L'étranger peut au plus s'adapter, non s'assimiler ; Chinois avec les Chinois, sans jouer à être comme un Chinois* » ; tant il est vrai que tout homme reste marqué de façon indélébile par sa langue maternelle et son éducation.

Lecture faite de ce livre singulier et nécessaire, deux réflexions me viennent à l'esprit. Tant qu'à dépouiller le vieil homme, je préfère - et de loin - l'aventure d'un Charles de Foucauld à celles de tous ces agités. De façon plus immédiate, qu'est-ce qu'un immigré non européen sinon un transfuge en puissance. Alors intégration ou assimilation réellement possible ? Ou cohabitation paisible librement vécue de part et d'autre ? Cet ouvrage enrichit indirectement le débat.

Michel FONTAURELLE

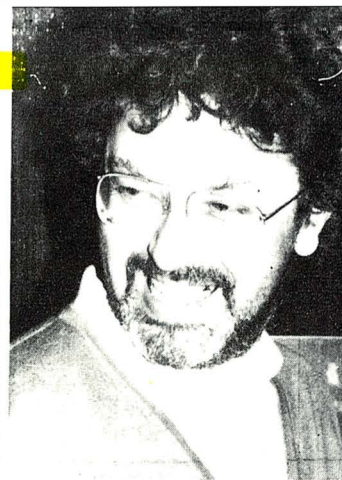
J.-M. Belorgey, *La vraie vie est ailleurs*, J.-C. Lattès, 160 F franco.

La N.A.R. sur minitel :

36 15 AGIR* NAR

Alexandre Kojève et le grand inquisiteur

■ Gérard Leclerc



La biographie d'Alexandre Kojève que nous offre Dominique Auffret constitue un étonnant document à l'image de son modèle. La vie et la pensée y sont étroitement mêlées et leur liens directs avec l'histoire contemporaine mène directement à la philosophie de l'histoire. Kojève est né dans une famille de riches négociants. La révolution de 1917 survient dans sa pleine adolescence, et apparemment contrarie son destin. N'est-il pas arrêté par la Tcheka pour trafic de marché noir ? Il est même à deux doigts d'être fusillé. L'accès aux études lui étant refusé, il choisira l'exil, passant en secret la frontière polonaise avec son ami Georges Witt. Voilà donc un fief contre-révolutionnaire pour l'éternité ? Précisément non ! L'exilé paraît acquis à la révolution soviétique. Il n'a pas encore lu Marx, ni même Hegel. Mais il est intimement persuadé que le mouvement bolchevique s'inscrit dans un cours irréversible.

Même l'expérience ou la préscience de la Terreur ne peuvent le débarrasser de la certitude qu'« une doctrine qui venait de réussir sa révolution ne pouvait pas être entièrement fautive ou erronée ». Le théoricien de l'Etat universel et homogène se persuade que la fin de l'histoire a commencé à la bataille d'Iéna est déjà à l'œuvre. Il est inspiré sans doute par la grande effervescence intellectuelle de la Russie d'avant la Révolution. Très tôt Kojève sera animé par une véritable furie du concept et dévoré par une boulimie de savoir qui ne le quittera jamais. Ce qui ne l'empêchera pas aussi d'être un homme de plaisir, notamment lors des trois mois passés à Berlin, dans une capitale rongée de toutes les fièvres. Mais le goût de la connaissance et celui de l'action prendront toujours le dessus. Ce bâtisseur de système est un pragmatique qui n'a de cesse de saisir la jointure de l'idée et de son affectation dans le devenir. Aussi n'est-il pas si surprenant que l'homme qui, à son séminaire sur la philosophie de l'histoire, indisposait Raymon Aron par son stalinisme proclamé ait fini dans la peau d'un haut fonctionnaire, spécialiste des grandes négociations internationales dont Raymond Barre conserve le souvenir ému.

Est-ce à dire qu'il se serait produit une mutation fondamentale de sa pensée, qui du totalitarisme stalinien serait passée au libéralisme planétaire ? Ce n'est pas le sentiment de Dominique Auffret, qui remarque que la violence bolchevique n'était pour Kojève qu'une transition semblable à la Terreur de la Révolution française. Nous pouvons supposer qu'il pensait que le socialisme marxiste pourrait un jour devenir et se constituer en Etat post-révolutionnaire, qu'une démocratie marxiste finirait par voir le jour et achever l'événement, de portée mondiale, de la Révolution russe.

Il est vrai que Kojève, qui a pu, non sans humour se définir comme un marxiste de droite, ne dédaignait pas les acquis de la révolution bourgeoise, et en particulier le sens du droit. Mais il tiendra bon sur la revendication marxiste d'une économie rationnelle ayant pour but l'abondance pour tous. Et cela ne le transformera pas pour autant en technocrate. Le souci de la culture ne cessa d'inspirer son action, commandant par exemple sa préférence d'après guerre pour un empire latin contre l'hégémonie anglo-saxonne ou même un brusque engouement pour la civilisation japonaise, au nom d'un style de vie raffiné opposé à une certaine animalité consummatrice.

Un des grands mérites du livre d'Auffret est de nous montrer que le Kojève grand introducteur de la pensée d'Hegel préexistait à lui-même et qu'en définitive c'est le philosophe familier du bouddhisme mais aussi de la théologie russe qui produira le déclin

de l'interprétation. Ce qui donne son ampleur et son souffle au penseur planétaire, c'est la discussion religieuse, eschatologique, en quelque sorte retournée, de sa vision du monde. On ne comprend pas Kojève sans le Soloviev de la Sophia qu'il a longuement commentée et critiquée et sans le Dostoïevski des Possédés et des Frères Karamazov. Il n'est pas étonnant qu'il ait compté parmi ses auditeurs les plus attentifs le jésuite Gaston Fessard, qui était de sa carrure et avec qui il prolongeait le séminaire par de longues conversations. L'hegelien et surtout l'hegelien russe ne pouvait faire l'impasse sur une culture religieuse qu'il digérait pour la mieux diffuser dans la sphère de l'autoréalisation historique de l'homme.

En ce sens, un des meilleurs moments de la biographie de Dominique Auffret est son interprétation de l'utilisation que fait Kojève de la fameuse parabole du grand inquisiteur. Cette interprétation est en partie psychanalytique, rapprochant les biographies des deux russes qui subirent l'un après l'autre l'épreuve de la prison et de la crainte de l'exécution. L'épreuve a rendu Dostoïevski farouchement antirévolutionnaire. Elle a conquis Kojève au bolchevisme. Paradoxe insurmontables ? Non, si l'on prend garde que Kojève prend à la lettre Dostoïevski prophétisant et niant à la fois le triomphe des Possédés. Leur avènement aurait signifié pour l'auteur des Karamazov une sorte de preuve de l'inexistence de Dieu. Il voulait de toutes ses forces que l'orthodoxie maîtresse de l'Etat russe sauvegarde la transcendance de l'homme, mise en péril par les suprêmes tentations que le Christ connut au désert. Or, d'une certaine façon, le « pire » a eu lieu. Dieu n'existe donc pas, et ce que le croyant Dostoïevski pouvait « imaginer » comme étant le pire n'était même pas le « pire » qui n'avait de sens que comme l'impossible (ou le Néant absolu). La « fourmière » crainte par Dostoïevski avait ainsi pour lui le sens d'une démystification du projet « merveilleux » du diable par l'humanité, c'est tout.

Ainsi se trouvent réconciliés Dieu et César, pour la réalisation de l'empire universel et l'établissement de la paix. Retournement diabolique ? Il faut y réfléchir à deux fois avant de porter un jugement définitif. Le diable qui demande au Christ de transformer les pierres en pain pour obtenir la domination sur les hommes peut-il faire oublier le Christ qui avait pitié de la foule affamée ? Kojève avait l'ambition de nourrir les peuples affamés du tiers monde et on conçoit qu'il ait pour cela opté pour cette forme de magie qu'est la technique : Pour Kojève, la technique sera la « magie » à l'époque de la négativité dégagée de ses entraves historiques (le miracle) et la satisfaction homogène des désirs, l'objet de l'économie politique « rationnelle » (le pain) ! Si l'homme ne vit pas seulement de pain, la considération d'un seul enfant affamé rend indispensable le monde de la satisfaction des besoins.

Il n'en demeure pas moins que ce survol de l'histoire et cette résolution de la transcendance ont quelque chose qui ne blesse pas seulement la conscience (le coût total de la révolution communiste) mais aussi la raison. De fait, du point de vue du progrès matériel, le socialisme réel constitue une effrayante régression. Kojève sûrement en conviendrait. Mais conviendrait-il que Dostoïevski le croyant était bien inspiré de craindre le règne des « possédés » ?

Gérard LECLERC

Dominique Auffret, Alexandre Kojève. La philosophie, l'Etat, la fin de l'histoire, Figures - Grasset.

Mocky la morale ?

Du dernier film de Mocky, le public ne retiendra que la campagne de promotion scandaleuse qui dévoilait, par voie d'affiches, le sexe d'un ange particulièrement avantagé par la nature. Dommage.



On peut d'ailleurs s'interroger sur les raisons qui ont poussé Mocky à opter pour une affiche aussi inutilement provocatrice. D'autant que cela n'a pas vraiment grand chose à voir avec le sujet du film. Un tûlard en cavale s'associe avec une prostituée pour monter un casse. Au cours des préparatifs, naît entre les deux héros une passion telle que les flammes de l'enfer - où ils finiront immanquablement - en comparaison, ne sont rien : d'où le titre.

Mais que l'on ne s'y trompe pas ! « Il gèle en enfer » ne ressemble en rien à un polard classique. Le casse, banal au niveau de sa conception, n'est qu'un prétexte. La mise en scène rapide et saccadée, ainsi que le jeu des acteurs qui sonne volontairement faux, donnent au film un côté farce. C'est justement, dans ce refus de se prendre au sérieux que réside l'intérêt du film de cet auteur si particulier dans le paysage un peu figé du cinéma français. Mais au-delà de la farce, Mocky montre qu'il n'est pas qu'un provocateur : il est capable de raconter des histoires d'amour et d'émouvoir.

Il faut d'autant plus regretter l'affiche, contre laquelle se sont élevées à juste titre plusieurs organisations religieuses, que, parmi les derniers films de Mocky, « Il gèle en enfer » est le moins provocateur. En effet, si ses précédentes œuvres dissimulaient mal un anti-cléricalisme primaire, typiquement français, ou un anti-parlementarisme redevenu à la mode depuis, « Il gèle... » traite, au-delà de l'anecdote, du rachat. Le protagoniste, après avoir accompli les pires méfaits, cherchera à se racheter vis-à-vis de la société et à s'y intégrer en fondant un foyer. Mais un coup du sort ne le lui permettra pas. La morale reste sauve : tout comme dans « Le miraculé ».

Derrière le provocateur se cache un conteur un peu timoré qui n'ose pas bouleverser les convenances autrement qu'en apparence : par voie de placards publicitaires. Dommage, car « Il gèle en enfer » vaut beaucoup mieux qu'une simple polémique sur le sexe des anges.

Nicolas PALUMBO

Le prix d'un destin

Tout a son prix. Celui de la gloire pourrait bien être l'incompréhension et le drame, rançon mystérieuse que l'on ne finit pas de payer. C'est le thème principal du dernier roman de Frédérick Tristan, « L'Ange dans la Machine ».

Son héros, un écrivain américain nommé John Emmanuel Delaware, connaît la gloire dès son premier roman, publié à la veille de la guerre de 14-18. Une carrière brillante s'ouvre à lui, qui le conduira jusqu'au Prix Nobel. Mais ce succès exceptionnel lui semble bientôt dérisoire. Son œuvre se veut un avertissement, mais personne ne s'en soucie. Appel aux valeurs de la spiritualité, dénonciation de la menace hitlérienne, l'Occident assoupi dans son bonheur matériel félicite l'écrivain pour son talent et se rendort satisfait. Cette satisfaction est interdite à Delaware, et ce qui semble d'abord une malediction - elle l'est effectivement - deviendra bientôt l'instrument de sa rédemption.

Sa vie privée est une succession de drames. Chaque femme qu'il aime meurt, et devant ces amours « homicides », gloire et fortune sont bien vaines. Confronté au malheur, il voudrait soulager tous les malheureux. Avec les bénéfices des ventes de ses livres - pour qu'au moins ils servent à quelque chose ? -, il ouvre un hôpital en brousse, une léproserie en Inde. Mais ces déshérités qu'il aime, ne les condamne-t-il pas du seul fait de son amour ?

Qui est John Emmanuel Delaware ? Un écrivain talentueux, certes. Mais le talent peut-il être le seul gage de la gloire ? Illusion de l'enfermement égotiste. On n'est jamais que le moyen momentané d'un projet qui vous échappe. « Je te demandai : « Vendriez-vous votre âme pour être cé-

lèbre ? » « Non pour être célèbre, me répondis-tu, mais pour écrire une œuvre qui soit elle-même une âme, oh certes, je préférerais perdre la mienne qui est peu. » Alors, je te pris au mot. Ton œuvre serait désormais ton âme et t'apporterait la gloire, mais toutes les femmes que tu côtoierais seraient condamnées à mourir dès que tu les aimerais. » Le pacte était conclu, à l'accomplissement irrémédiable, jusqu'à ce que...

Ce roman est une parfaite illustration de l'univers de Frédérick Tristan, un univers fait de rencontres, de dévoilements, de « hasards » significatifs. Le style brillant et limpide ne nuit jamais à la profondeur des propos. Le roman prend bien souvent des allures de conte moral, pour notre plus grand plaisir.

Parallèlement à « L'Ange dans la Machine », les Editions de la Table Ronde publient un livre d'entretiens, « Le Retournement du Gant », une agréable initiation au monde de l'écrivain et à son œuvre.

Patrick PIERRAN

Frédérick Tristan, *L'Ange dans la Machine*, La Table Ronde. 195 p. Prix franco : 110 F.

Le Retournement du Gant. Entretiens avec J.-L. Moreau. La Table Ronde. 260 p. Prix franco : 130 F.

Pour en savoir plus :
QUESTIONNEZ-NOUS
sur minitel

36 15 AGIR*NAR

PHOTOCOPIEUR

Merci tout d'abord à ceux qui ont répondu immédiatement à notre appel à la souscription lancée pour nous permettre le remplacement de notre ancien photocopieur. Nous avons reçu, pour l'instant, à peu près la moitié de la somme nécessaire. Sans plus attendre, nous allons commander l'appareil qui nous est indispensable en faisant le pari que la générosité de nos lecteurs n'est pas encore tarie !

En nous envoyant votre contribution, **faites que ce pari soit gagné, et faites le rapidement** pour ne pas nous mettre dans une situation financière difficile.

Y.A.

SOUSCRIPTEURS (2ème liste)

Anonyme Aveyron : 50 F - Mme Auboyneau : 50 F - Patrick Barrau : 200 F - M. Begin : 100 F - Olivier Bianchi : 50 F - Louis-François Blin : 115 F - Laurent Boissavy : 100 F - Jean-François Cheneval : 200 F - Philippe Clavel : 80 F - Jean-Michel Dejenne : 50 F - Gérard Delbos : 100 F - Guy Delranc : 30 F - Michel Fontaurelle : 250 F - Jean-Pierre Dieudonné : 50 F - Bertrand Dumas-de Mascarel : 500 F - François Gerlotto : 300 F - Georges Gouby : 100 F - Fabrice Hugot : 180 F - Christian Jeandel : 100 F - Anne-Marie Joly : 250 F - Yves Lagrée : 30 F - V. de L. : 150 F - Jean-Louis Lanhers : 200 F - Yves Lemaigen : 300 F - Nicolas Lucas : 100 F - Tatïe Danielle sans rancune : 135 F - Jean-Pierre Ostolski : 100 F - Michel Paris : 200 F - Jean-Pierre Richez : 30 F - Thierry Roudet-Haquette : 130 F - Joël-Jim Sevellec : 150 F - Luc Tapin : 50 F - Laurent Veyrenc : 100 F - A.-M. V. Toulouse : 200 F - François Wollbrett : 100 F - Alexandre Yakimansky : 200 F.

Total de cette liste : 5030 F

Total précédent : 5726 F

Total général : 10.756 F

JEUNE ET ROYALISTE

La session nationale de "JetR" aura lieu les samedi 7 et dimanche 8 juillet en Picardie. Nous donnerons dans un prochain numéro de "Royaliste" toutes les précisions nécessaires, mais réservez déjà ces dates. Cette session est destinée non seulement aux royalistes "confirmés" mais aussi à tous les jeunes lecteurs intéressés par l'idée royaliste et par les activités de "JetR".

CONSEIL NATIONAL

L'ensemble des adhérents de la NAR vient de voter pour renouveler le Conseil National de notre mouvement pour deux ans. Le nouveau Conseil National se réunira les samedi 9 et dimanche 10 juin. La réunion du dimanche 10 sera élargie aux délégués départementaux et régionaux pour une "journée nationale des délégués".

BRADERIE

Comme l'an passé, le service librairie de la NAR organise une grande braderie de livres les samedi 23 et dimanche 24 juin. Des réductions importantes sur tout notre stock, des occasions uniques, bref "DEUX JOURS FOUS A LA NAR" !

ILE DE FRANCE

Le nouveau numéro d'"IDEFIX", la lettre d'information de la fédération d'Ile-de-France est paru. Rappelons que cette lettre est envoyée à tous les adhérents de la région ainsi qu'au personnes nous en ayant fait la demande (et ayant réglé 15 F de participation aux frais).

AFFICHES

De format 40X60 cm, imprimées en noir sur fond jaune, elles reproduisent le titre de notre journal accompagné du slogan : «**Avec le comte de Paris, couronner la démocratie**». Tarif (prix franco) : 48 ex. : 56 F - 95 ex. : 100 F - 140 ex. : 137 F - 240 ex. : 213 F.

PHOTOS

Des photos du comte de Paris, chef de la Maison de France, sont disponibles à notre service librairie. Elles existent en trois formats. Tarif franco : format 9x13 : 12 F - format 13x18 : 29 F - format 18x24 : 58 F.

Dans ces trois formats et au même prix, existent aussi les photos de la comtesse de Paris, du comte de Clermont, du prince Jean.

Egalement disponible (format 13x18) la photo officielle de la cérémonie d'Amboise représentant le comte de Paris et ses deux petits-fils, avec la signature des trois princes. Prix franco : 29 F.

ABONNEMENTS INVENDUS

Ils vous permettent de recevoir tous les quinze jours une certaine quantité d'exemplaires du numéro précédent du journal pour les diffuser autour de vous.

Tarif pour six mois : pour 5 ex. : 71 F - pour 10 ex. : 136 F.

ABONNEMENTS DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par «Royaliste». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

RELIURES

Nous mettons à la disposition de nos lecteurs qui désirent conserver leur collection du journal, une reliure pleine toile bleue avec inscription "Royaliste". Cette reliure permet de contenir 52 numéros du journal. Elle est vendue au prix de 70 F franco.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

● **Mercredi 30 Mai** - On ne peut comprendre l'Europe d'aujourd'hui sans étudier ses structures familiales et ses données anthropologiques, toujours éclairantes malgré les transformations de notre continent. Historien et chef de service à l'INED, **Emmanuel TODD**, qui a déjà appliqué sa méthode à notre pays, a mené sur "L'invention de l'Europe" une passionnante enquête dont il viendra nous présenter les conclusions.

● **Mercredi 6 Juin** - Romancier et essayiste, **Pascal BRUCKNER** (qui a récemment donné un article à notre revue Cité) avait publié voici quelques années un ouvrage sur le Tiers-Monde qui avait fait grand bruit (Le Dernier sanglot de l'homme blanc). Son livre sur "La mélancolie démocratique" s'inscrit dans le débat sur la société moderne, ses valeurs et son projet : une réflexion de pleine actualité, dont Pascal Bruckner nous exposera les principaux thèmes, en introduction à la discussion que nous aurons avec lui.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

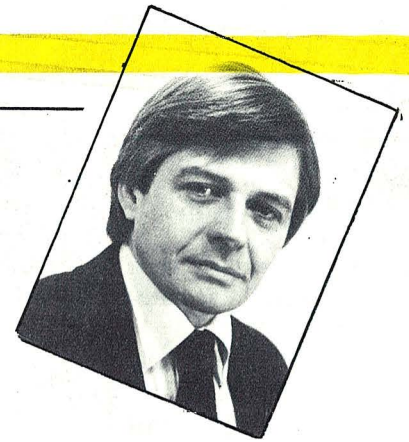
Adresse :

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Après Carpentras

Immédiat et massif, le mouvement de répulsion provoqué par les actes profanatoires commis au cimetière juif de Carpentras n'efface pas l'horreur de ce qui a été fait, et qui a continué de se produire dans d'autres villes. Et le sursaut ne serait ni suffisant ni rassurant s'il installait notre pays et ses dirigeants dans leur bonne conscience retrouvée. L'horreur doit être tenue pour ce qu'elle est : non pas le signe de la folie, de la barbarie ou de la bestialité, comme on le dit spontanément pour se rassurer, mais une tentation présente chez l'homme raisonnable, une menace latente dans les sociétés les plus évoluées. Nécessité d'une vigilance constante, personnelle et collective, éthique et politique, pour éviter le surgissement et la contagion de la violence, pour circonscrire et réduire celle qui s'exprime déjà dans les discours et dans les actes.

La force numérique et symbolique des manifestations du 14 mai est une première réponse quant à cette double exigence. La présence, aux côtés de la communauté juive, du président de la République, du Premier ministre, et du gouvernement, de toutes les églises, de tous les partis politiques - à l'exception du Front national - de l'ensemble des responsables politiques - à l'exception de M. Giscard d'Estaing - et de centaines de milliers de citoyens est un événement historique, qui distingue nettement notre situation de celle que la France a connue avant-guerre.

LIMITES

Jusqu'à la Libération, l'antisémitisme a été diffusé par des groupes divers, nombreux et puissants - catholiques, anticapitalistes de droite et de gauche, nationalistes - qui avaient réactivé et modernisé la très vieille attitude de proscription. Répudié par la gauche au moment de l'affaire Dreyfus, puis par la droite après la révélation du génocide, le foyer de l'antisémitisme est aujourd'hui très précisément situé et peut donc

être plus facilement réduit et détruit qu'avant la guerre. De fait, le Front national est apparu soudain isolé après Carpentras, et le lien entre son discours et les actes profanatoires de Carpentras suffisamment souligné pour que les thèmes antisémites en voie de banalisation soient désormais rejetés. Après ce premier coup d'arrêt, dans une progression jusque-là irrésistible, il est permis d'espérer que l'ensemble de la propagande raciste se trouvera discréditée et que la peur de « l'étranger » se dissipera peu à peu, comme d'autres peurs sociales au cours de notre histoire.

Encore faudrait-il, pour que cet espoir devienne réalité, que les manifestations symboliques du 14 mai soient immédiatement suivies de décisions et d'attitudes conformes aux valeurs réaffirmées et à la solidarité proclamée. D'où la nécessité de :

- maintenir l'isolement moral dans lequel se trouve le Front national, et le concrétiser par une rupture politique définitive. Nul ne souligne en effet que la droite modérée est alliée aux partisans de M. Le Pen dans six conseils régionaux et dans nombre de conseils municipaux. Tout accord maintenu fait peser un soupçon légitime sur la vertu antiraciste de la droite, alors que des sacrifices tactiques momentanés lui permettraient de conforter ses positions sur le long terme : on ne peut s'allier avec un partenaire qui a comme premier objectif de vous liquider.

- répliquer au Front national sur le fond, comme le répète Bernard Stasi, comme semble l'avoir compris Jacques Chirac, en le dénonçant pour ce qu'il est : un mouvement de subversion des valeurs, une imposture quant à l'identité nationale, une menace pour la démocratie représentative et pour la paix civile.

- refuser, par conséquent, toute concession tactique quant au projet d'intégration sur lequel un accord minimal peut être passé entre les formations parlementaires.

- réaliser cette politique d'intégration, dans l'ordre symbolique et sur le terrain, en lui donnant sa cohérence et son efficacité. Ce qui suppose à la fois la création d'un ministère de l'intégration et la restauration de l'autorité du gouvernement sur une administration trop souvent rétive ou indifférente.

Telle était la voie de la sagesse au lendemain du mouvement du 14 mai, qui permettait de dépasser les rivalités partisans et de fonder une ambition commune. Comme pour la Nouvelle-Calédonie, la table ronde prévue à Matignon pour le 15 mai aurait pu être l'occasion d'une analyse lucide des enjeux, du dépassement des fausses querelles, et d'une réconciliation tout de même moins difficile que dans une situation de guerre civile.

On sait que tel ne fut pas le cas. Le refus exprimé par la droite de se rendre à Matignon a brisé le consensus de la veille, pour des raisons strictement politiques : ne pas donner un avantage au Premier ministre, et poser des préalables sur le vote des immigrés et sur la réforme du code de la nationalité qui permettront de préparer l'opinion à une rupture définitive une fois l'émotion retombée.

Le recul du Parti socialiste sur le vote des immigrés n'est pas plus honorable, ni politiquement justifié. Sa concession ne permettra pas qu'un accord soit réalisé, puisque l'opposition a d'autres exigences irrecevables ; elle prive la politique d'intégration d'un élément décisif à moyen terme ; elle représente une victoire pour le Front national qui continuera ses surenchères.

L'unité nationale n'aura donc pas duré une semaine. Une gauche trop affaiblie par ses querelles et son irrégularité pour répliquer autrement que par des affiches incompréhensibles et une opposition incapable de comprendre que l'intérêt du pays et son propre intérêt exigent sa participation à la politique d'intégration risquent de favoriser le retour du Front national sur le devant de la scène. Déjà, il s'efforce d'établir une équivalence entre la profanation des cimetières juifs et celle dont il serait victime sans que personne ne relève cette ignominie. Et, même s'il doit remettre sous le boisseau quelques thèmes insoutenables, il lui faudra peu de temps pour retrouver sa capacité de nuire.

Avec ou sans consensus politique, il appartient donc au gouvernement d'adopter une politique, de l'expliquer, de la défendre et de la mener à bien. Il reste peu de temps...

Bertrand RENOUVIN